

L'économie de la Guadeloupe en 2010 : premiers signes de reprise

La Guadeloupe a connu en 2010 une embellie qui laisse augurer l'amorce d'une reprise après une fin d'année 2008 et une année 2009 marquées par les effets d'une crise économique majeure aggravée aux Antilles par la crise sociale. L'indicateur du climat des affaires de l'iedom, descendu à son plus bas niveau historique au cours du premier trimestre 2009, est depuis remonté de façon hésitante pour s'établir, fin décembre 2010, à un niveau encore inférieur de 4 % à sa moyenne de longue période.

La hausse des prix au second semestre, après une année 2009 relativement contenue, n'a pas pénalisé la consommation des ménages qui semble retrouver en fin d'année sa dynamique de 2008. Cette fin 2010 a également vu les perspectives d'investissement s'améliorer et l'activité des entreprises prendre une meilleure orientation pour la première fois depuis le troisième trimestre 2009. La fin de l'année a été marquée en Guadeloupe par la tenue de la 9^e édition de la Route du Rhum-la Banque Postale qui a contribué à valoriser l'image de la destination et dont les retombées économiques seraient déjà mesurables selon les professionnels du tourisme. En dépit d'une conjoncture moins défavorable, le chômage s'est encore accru et la Guadeloupe comptait en fin d'année un nombre de demandeurs d'emploi jamais observé sur la dernière décennie.

P
O
R
T
R
A
I
T

UNE SORTIE DE CRISE EN ORDRE DISPERSÉ

Le climat des affaires se redresse

Depuis son plus bas niveau atteint en mars 2009, l'indicateur du climat des affaires (ICA) à la Guadeloupe a entamé une remontée lente et hésitante, confirmant la tonalité optimiste mais prudente des chefs d'entreprise interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture de l'IEDOM. Le redressement au dernier trimestre 2010, après deux trimestres de baisse consécutive, le rapproche de sa moyenne de longue période, à laquelle il reste inférieur de 4 %. L'ICA renoue ainsi avec les niveaux observés avant la crise, mi-2008, grâce notamment à une perception favorable des chefs d'entreprises quant à l'évolution de leur activité en fin d'année.

Indicateur de climat des affaires à la Guadeloupe
(100 = moyenne de longue période)

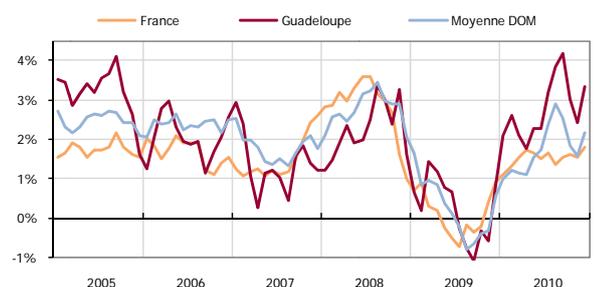


Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

Forte hausse des prix au second semestre

Les prix en Guadeloupe, relativement contenus en 2009, ont enregistré une forte poussée en 2010, en particulier au second semestre. Fin décembre 2010, l'indice des prix à la consommation des ménages progressait de 3,3 % en glissement annuel, un rythme inférieur d'environ un point au plus haut de l'année enregistré à 4,2 % en septembre.

Evolution de l'indice des prix
(glissement annuel)



Source : INSEE

L'essentiel de la hausse est imputable à l'augmentation des prix des produits pétroliers (+15 %) et des services (+3,3 %) qui contribuent à part presque égale, respectivement pour 1,53 point et 1,57 point, au glissement annuel en décembre. Hors énergie, l'indice des prix a progressé de 2,0 % sur un an.

En 2010, la Guadeloupe se démarque nettement de la Métropole (+1,8 %) et de la moyenne DOM (+2,2 %) par un niveau d'inflation plus élevé, contrairement à ce qui avait été observé en 2008.

La faiblesse de l'activité pénalise le marché du travail

L'amélioration constatée n'a pas été suffisante pour inverser la tendance sur le front du chômage. Le nombre de demandeurs d'emploi, qui semblait s'être stabilisé au premier trimestre 2010, est de nouveau reparti à la hausse. Fin décembre 2010, avec 53 660 chômeurs de catégorie A inscrits à Pôle emploi, il atteint un niveau jamais observé en 10 ans. Le rythme de progression annuel a néanmoins ralenti de +9,2 % en mars 2010 à +4,3 % en décembre.

Le taux de chômage s'élève à 23,8 % à fin juin, en progression de 1,5 point sur un an. Il est le plus élevé des départements d'outre-mer (21,0 % à la Martinique et en Guyane). La crise ayant frappé notamment des secteurs masculinisés comme le BTP ou l'industrie, les hommes ont de ce fait été plus touchés par la dégradation du marché de l'emploi ; selon l'INSEE, le taux de chômage des hommes s'établit à 21,5 %, en hausse de 2,2 points sur un an. Dans le même temps le taux de chômage des femmes, plus élevé que celui des hommes, est demeuré stable, à 26 %.

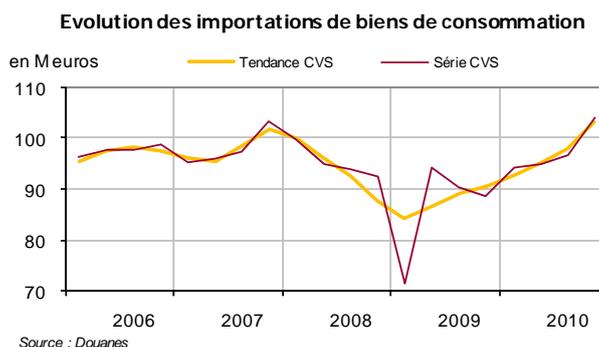
En termes d'offres d'emploi, après le net recul enregistré en 2009 (-21 %), leur nombre (14 618) progresse de 14 % en 2010 sans toutefois atteindre le nombre d'emplois offerts en 2008 (16 286 emplois offerts).

La consommation des ménages reprend nettement en fin d'année

La consommation des ménages, mal orientée en 2009, a enregistré un timide redressement au début de l'année 2010, pour retrouver un certain dynamisme au deuxième semestre. Le rebond observé particulièrement au quatrième trimestre, corroboré par la bonne orientation de l'activité des entreprises du secteur du commerce, a permis à l'ensemble des importations de biens et produits destinés aux ménages de retrouver quasiment des niveaux d'avant-crise.

Les importations de biens de consommation progressent ainsi de 2 % par rapport à 2008, celles de produits agricoles de 4 %, de produits agroalimentaires de 6 % et de biens d'équipement ménagers de 15 %. Par rapport à 2009, les hausses sont bien plus conséquentes et varient de +10 % à +20 %. Parallèlement, les crédits à la consommation des ménages affichent depuis le début de l'année des taux de croissance positifs (+5,1 % à fin septembre) après le recul observé en 2009.

Conséquence de l'amélioration de l'activité mais aussi d'une gestion plus rigoureuse due à la sortie de crise, le nombre de personnes physiques en interdiction bancaire qui s'élevait à 23 202 en janvier 2010, s'établit à 21 357 en décembre, soit le plus bas niveau atteint depuis 1997. Le nombre de dossiers de surendettement en 2010 s'établit à 350 (+19 % par rapport à 2009), un niveau comparable à celui de 2008 (349).



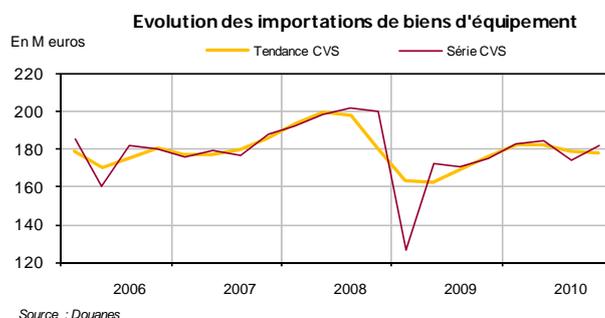
L'investissement des entreprises reste en retrait

L'investissement des entreprises est resté faible en début d'année en phase avec l'activité économique. Ce n'est qu'au quatrième trimestre que les perspectives d'investissement se sont améliorées mais elles restent encore négatives, traduisant la prudence des chefs d'entreprise quant à la poursuite de cette fragile embellie.

L'évolution des importations de biens d'équipement corrobore cette tendance. Leur progression significative, +46 % entre le troisième et le quatrième trimestre 2010, permet de renouer avec les niveaux habituels observés en fin d'année et d'atteindre un total annuel supérieur de 12 % à celui de 2009. Cependant, par rapport à 2008, les importations de biens d'équipement restent sensiblement en retrait (-9 %). Suivant la même tendance, la TVA collectée et les recettes liées à l'octroi de mer ont connu une forte progression, respectivement de +18 % et de +27 % par rapport à 2009 mais -4 % et -8 % par rapport à 2008.

L'amélioration de l'investissement immobilier des ménages est plus marquée : la progression des encours de crédits immobiliers s'accélère progressivement et se rapproche à fin septembre (+7,9 %) du rythme de croissance moyen observé entre 2005 et 2009 (+9,8 % chaque année).

Au fil de l'année 2010, la vulnérabilité financière des entreprises a diminué attestant d'une gestion plus rigoureuse dans le contexte de la sortie de crise. A fin décembre, le nombre de personnes morales en interdiction bancaire avait atteint son plus bas niveau sur les 24 derniers mois (2 937), tandis que le nombre d'incidents de paiement sur effet de commerce, également impacté par le niveau d'activité, diminuait de 13 % par rapport à 2009.



Les échanges commerciaux sont en hausse

Soutenues par la hausse de la demande intérieure, les **importations** de biens se sont redressées de 12 % par rapport à 2009. Elles restent toutefois en retrait par rapport à 2008 (-13 %) et 2007 (-8 %), en raison de la faiblesse des importations de biens d'équipement (-9 % par rapport à 2008). Ces dernières concernent principalement les matériels de transport (-19 %), les machines industrielles et agricoles (-10 %) et les produits informatiques, électroniques et optiques (-5 % par rapport à 2008). Seuls les équipements électriques et ménagers ont progressé de 16 % par rapport à 2008.

Les **exportations** pour leur part sont à leur plus bas niveau depuis 2001 et reculent de 9 % par rapport à 2009 (-14 % par rapport à 2008). Cette chute est liée à l'arrêt brutal des exportations de bananes au cours du premier trimestre 2010, la récolte ayant été suspendue au mois de mars en raison de la détérioration de la production par les cendres volcaniques.

Au total, le déficit commercial atteint 2,1 milliards d'euros en 2010, en hausse de 14 % par rapport à 2009.

EMBEILLIE EN FIN D'ANNÉE DANS LA PLUPART DES SECTEURS

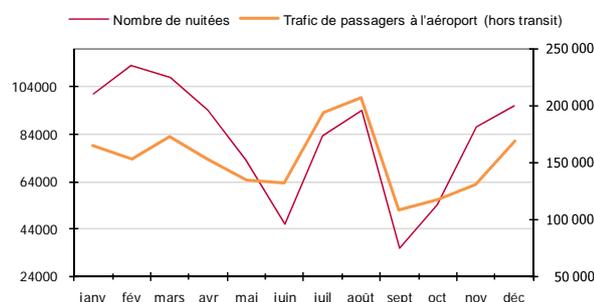
Dans la plupart des secteurs, la deuxième partie de l'année 2010 a été marquée par un frémissement de l'activité, en particulier au quatrième trimestre ; pour autant, les résultats annuels obtenus restent en dessous des niveaux d'avant-crise.

Activité en demi-teinte dans le secteur touristique

Les résultats relatifs à la fréquentation touristique au premier semestre 2010 sont en net recul par rapport aux mêmes périodes de 2008 et 2007, avec une chute du trafic de passagers à l'aéroport Pôle Caraïbe de 8,9 % par rapport au premier semestre 2008 et un déficit de fréquentation important dans l'hôtellerie. L'amélioration de l'activité n'a été perçue par les professionnels du secteur qu'à partir de l'été 2010 et s'est consolidée au quatrième trimestre avec l'ouverture de la haute saison touristique et l'évènement « Route du Rhum » qui, au delà d'une fréquentation accrue, a contribué à valoriser l'image de la destination. Dans l'hôtellerie, le nombre de nuitées progresse de 17 % par rapport à 2009 et le taux d'occupation des chambres s'établit à 54 % en moyenne sur l'année, en progression de 4 points sur un an.

En revanche, l'activité de croisière, particulièrement soutenue au cours de la saison 2009/2010 qui s'est achevée en avril, s'est effondrée en raison de l'annulation des escales liées aux événements de 2009. En données cumulées, le nombre de croisiéristes diminue de 5,5 % par rapport à 2009.

Evolution comparée du nombre de nuitées dans l'hôtellerie et du trafic aérien



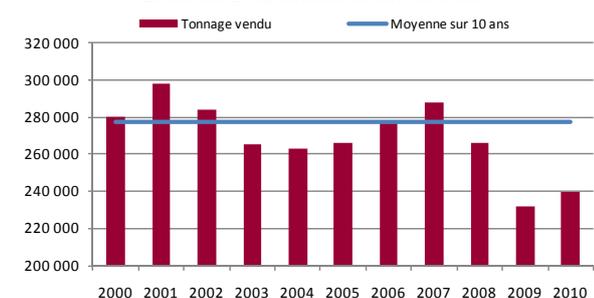
Source : Port Autonome de Guadeloupe, aéroport Pôle Caraïbe

Bâtiment et travaux publics dans l'attente de la reprise

La reprise de l'activité qu'anticipaient les professionnels fin 2009 ne s'est pas concrétisée et la situation demeure difficile malgré un léger frémissement de l'activité au quatrième trimestre. Les chantiers de rénovation urbaine de Pointe-à-Pitre et des Abymes se sont poursuivis mais n'ont pas suffi à redonner confiance aux professionnels du secteur et à relancer l'activité de toute la profession. Interrogés dans le cadre des enquêtes de conjoncture, les entrepreneurs déploieraient la rareté des appels d'offres et le durcissement de la concurrence dans un secteur encore fragile.

Au total, le volume de ciment vendu dans le département est en légère hausse par rapport à 2009 (+3 %) mais en retrait par rapport à 2008 (-10 %). Le nombre de permis de construire délivrés pour les logements neufs est nettement mieux orienté en fin d'année et progresse sur l'année (+23 % par rapport à 2009) mais reste en retrait par rapport à 2008 (-27%).

Evolution de la consommation de ciment



Source : Ciments Antillais, yc: Iles du Nord

Amélioration dans l'industrie

Les entreprises du secteur de l'industrie ont souffert de la morosité du secteur du BTP, même si elles sont plus nombreuses à percevoir une amélioration de l'activité au quatrième trimestre. Ce rebond pourrait être lié à l'afflux de commandes provenant des collectivités, notamment pour la réalisation de travaux de renforcement et de mise à niveau des routes nationales.

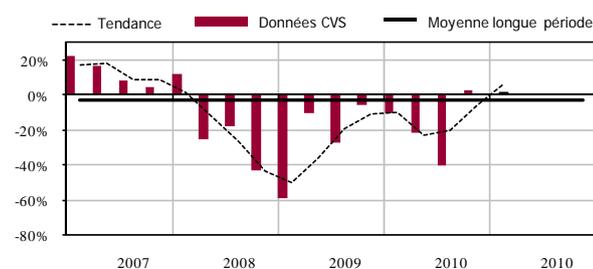
Un secteur primaire affecté par les conditions climatiques

Les pluies de cendres volcaniques de la soufrière Hills de Montserrat au premier trimestre et les mauvaises conditions climatiques ont entraîné des pertes considérables pour l'ensemble de la filière agricole. Les exportations de bananes, suspendues durant deux mois en raison de la dégradation de la production, ont repris avec vigueur mais terminent l'année en baisse sensible par rapport à 2009 (-22 %). La campagne sucrière est en dessous des attentes : 677 400 tonnes de cannes ont été broyées, (+7,9 % par rapport à 2009), soit un volume inférieur à la moyenne décennale de 682 900 tonnes. La production totale de sucre s'inscrit en hausse de 8 % par rapport à 2009 mais demeure inférieure de 6 % à celle de 2008. Après avoir reculé en 2009, les exportations de rhum industriel progressent de 14,1 % en 2010 par rapport à l'année précédente. En revanche, celles de rhum agricole diminuent de 7,2 % après une évolution relativement stable en 2009 (+0,2 %).

Commerce : une bonne fin d'année

L'évolution de l'activité dans le secteur du commerce a suivi celle de la consommation des ménages. Selon les chefs d'entreprise interrogés, le début de l'année a ainsi été plutôt terne au regard de l'activité mais, conformément à leur prévision, le courant d'affaires a été orienté positivement au dernier trimestre 2010. Le marché automobile a bénéficié de cette embellie. Le recul du marché de 13,5 % au premier semestre 2010 par rapport à la même période de 2009, a été plus que compensé par la bonne tenue des ventes au quatrième trimestre. Le nombre de véhicules vendus s'élève ainsi à 18 050 pour l'année 2010, un chiffre en hausse de 7,0 % par rapport à 2009 (+2,5 % par rapport à 2008).

Evolution de l'activité dans le secteur du commerce



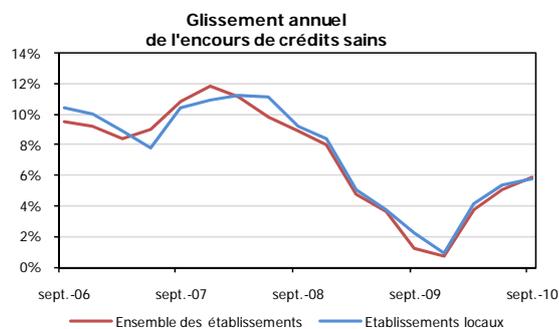
Source : Enquête de conjoncture de l'IEDOM

REPRISE DU CREDIT, TIRÉE PAR LES MENAGES

Avec l'évolution au 30 juin 2010 des obligations réglementaires déclaratives des établissements de crédit (passage à SURFI -Système Unifié de Reporting Financier- et abandon du système BAFI) les critères de classification des établissements de crédit dans les statistiques monétaires de l'IEDOM ont été révisés. Ainsi est considéré comme Etablissement de Crédit Installé Localement (ECIL) tout établissement disposant d'une représentation locale effective, à savoir au moins un agent permanent localement. Par différence, les Etablissements de Crédit Non Installés Localement (ECNIL) sont ceux intervenant sans représentation locale. Les données publiées dans la présente note peuvent ainsi différer des séries diffusées jusqu'à présent par l'IEDOM. Toutefois l'ensemble des séries historiques a été revue selon la nouvelle méthodologie.

En 2010, les établissements de crédit ont connu une activité contrastée à l'instar du contexte économique.

L'**activité de crédit** montre des signes de reprise, l'encours sain ayant affiché son plus fort taux de croissance depuis fin 2008. A 6,94 milliards €, cet encours progresse de 5,9 % sur un an à fin septembre 2010, contre +1,2 % un an auparavant. L'embellie est portée cependant davantage par les ménages (+6,9 %) que par les entreprises (+0,4 %). Le financement de l'habitat des **ménages** s'accélère en effet, avec une croissance de 7,9 % (+124,2 millions €) contre une moyenne annuelle de +9,8 % sur les quatre précédents exercices, et illustre la reprise des transactions immobilières. Suivant la même tendance, l'activité de crédit à la consommation montre des signes d'amélioration (+5,1 %, soit +45,1 millions €). Les **entreprises** diminuent leur recours aux crédits de court terme, certaines ayant profité de la période de crise pour abaisser leur point mort et assainir leur trésorerie. A l'inverse, les crédits d'investissement enregistrent leur plus forte croissance annuelle depuis mars 2009, à +6,6 % (+82,3 millions €). Néanmoins, cette hausse demeure éloignée des taux de croissance à deux chiffres, entre +10 % et +23 %, relevés entre 2006 et 2008 et résulterait pour une large part d'investissements de renouvellement.



Source : IEDOM

Le **taux de créances douteuses brutes** s'établit à 8,6 % à fin septembre 2010. Il se détériore de 0,2 point sur trois mois et de 0,1 point sur un an. Le taux porté par la seule place bancaire locale (8,5 %) connaît la même évolution qui traduit la stabilisation de la situation financière des agents.

Les **actifs financiers** de la clientèle (6,34 milliards €) augmentent de 3,9 % sur un an, contre +4,3 % un an plus tôt. En raison d'un comportement encore attentiste des agents économiques, les dépôts à vue ont continué de progresser à un rythme soutenu (+5,6 % sur un an) tandis que la faiblesse des niveaux de rémunération des placements indexés sur les taux de marché a engendré une diminution de 2,8 % de l'encours de l'épargne à court terme. L'épargne longue a eu également tendance à s'essouffler (+5,7 % contre +9,3 % en 2009), en lien avec la faible performance des marchés financiers.

PERSPECTIVE 2011

L'économie guadeloupéenne a montré en 2010 des signes de reprise : la consolidation de ces signaux reste conditionnée par le renforcement de l'activité qui s'est esquissé dans certains secteurs et par la confirmation de la croissance française et internationale. La bonne tenue de la consommation des ménages, moteur traditionnel de la croissance guadeloupéenne, et la stabilisation de la situation financière des agents pourraient permettre un cheminement vertueux en 2011.

Toutes les publications de l'IEDOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site www.iedom.fr

Directeur de la publication : Yves BARROUX – Responsable de la rédaction : Charles APANON

Editeur et imprimeur : IEDOM

Achevé d'imprimer : 10 mars 2011 – Dépôt légal : Mars 2011 – ISSN 1952-9619